

PERSPECTIVES DES PORTEFEUILLES

Applications pratiques pour les spécialistes de la répartition de l'actif // T3 2025

Perspectives des portefeuilles

Applications pratiques pour les spécialistes de la répartition de l'actif

AUTEURS



Jonathan Hubbard, CFA
Directeur général,
Groupe des stratégies et analyses



Soumya Mantha, CFA
Stratège principale,
Groupe des stratégies et analyses

RÉSUMÉ

Dans l'édition de Perspectives des portefeuilles de ce trimestre, nous abordons les principaux sujets auxquels les spécialistes de la répartition de l'actif font face aujourd'hui, notamment :

- Diversification par rapport au dollar américain – les difficultés actuelles pourraient perdurer
- Attention à l'indice de référence – réflexions sur la reconstitution des indices Russell
- Place possible des actions à moyenne capitalisation dans la répartition de l'actif
- La volatilité des taux diminue, mais des risques subsistent

La panique qui a saisi les marchés en avril après l'annonce des droits de douane aux États-Unis s'est rapidement calmée et la volatilité des actions est maintenant revenue aux niveaux antérieurs à l'annonce, les marchés boursiers mondiaux ayant récupéré toutes les pertes d'avril avant d'atteindre un **sommet historique**. À nos yeux, plusieurs raisons peuvent expliquer pourquoi les marchés regardent au-delà de ce que de nombreux analystes qualifiaient au départ de catastrophe économique. Premièrement, malgré ses propos effrontés, l'administration Trump est rapidement revenue sur les droits de douane annoncés et montré qu'elle était disposée à négocier rapidement des accords commerciaux bilatéraux avec ses principaux partenaires. Plusieurs **reports des droits de douane** ont été accordés pour laisser de la place à ces négociations, et des accords-cadres commerciaux ont déjà été mis en place avec le Royaume-Uni et la Chine. Deuxièmement, les biens visés par l'ACEUM sont largement exemptés de droits de douane, ce qui représente un énorme avantage pour deux des plus importants partenaires commerciaux des États-Unis, le Canada et le Mexique. Même si moins de la moitié des biens importés de ces pays entrent actuellement dans le champ de l'ACEUM, de nombreux autres peuvent y être admissibles moyennant quelques démarches administratives supplémentaires pour répondre aux exigences de l'accord, comme la preuve de la provenance des marchandises. Enfin, les calculs des droits de douane pourraient ne pas être aussi désastreux qu'on le croyait initialement si l'on tient compte du fait qu'ils s'appliquent au **commerce de gros**. Même si tous les droits de douane sont répercutés sur

le consommateur, l'incidence d'un droit de douane de 10 % sur le prix de détail d'un produit fini ne sera pas de 10 %, mais plutôt de 3 % à 5 %. De plus, les marges bénéficiaires des sociétés et la demande des consommateurs restent solides et semblent capables de les absorber. La Réserve fédérale américaine joue l'immobilisme en attendant les données qui lui permettront de déterminer l'incidence de la politique tarifaire sur l'état de l'économie. **Les prévisions de croissance** ont été révisées à la baisse lors de la réunion de juin de la Fed, mais les indicateurs actuels du PIB continuent de laisser penser que l'économie américaine croît à un bon rythme, les marchés de l'emploi et la consommation conservant toute leur vigueur.

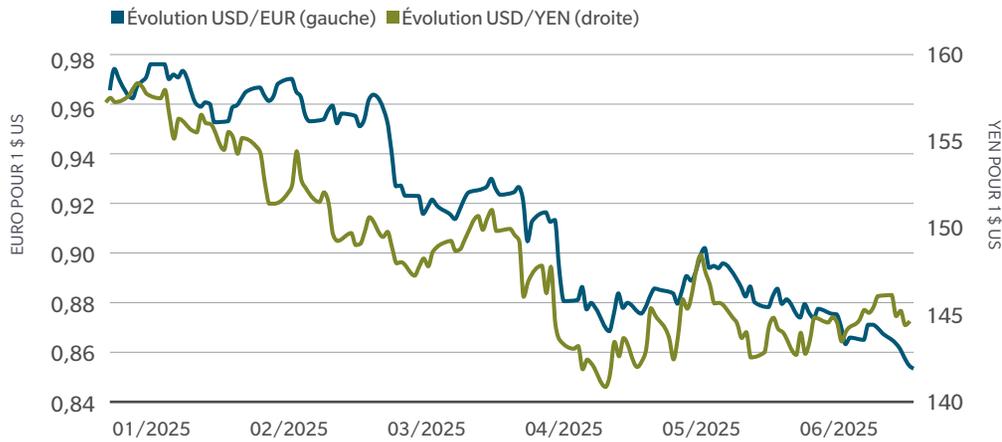
Les actions mondiales hors États-Unis continuent de surpasser les actions **américaines** de plus de 10 %, tirées par les bons résultats des actions européennes et asiatiques hors Japon. Les évaluations ont été revues à la hausse, les actions mondiales se négociant à 19x les bénéfices prévisionnels, comparativement à leur moyenne historique sur 20 ans, de 16x. Au sein des actions européennes, **l'Allemagne et l'Espagne**, en particulier, ont fait preuve de vigueur, car les investisseurs ont commencé à délaisser les actions américaines.

Du côté des titres à **revenu fixe mondiaux**, la courbe des taux aux États-Unis a continué de s'accroître, le segment à court terme ayant reculé d'environ 70 points de base depuis le début de l'année, tandis que le segment à long terme a progressé. Dans l'ensemble, **les conditions de crédit** demeurent solides, tandis que les écarts de taux, qui s'étaient élargis en avril, se sont presque entièrement rétablis. Une question taraude toujours les investisseurs dans le monde entier : que penser de l'exposition au dollar américain ? Les préoccupations à l'égard des importants déficits budgétaires des États-Unis et de la hausse de la dette nationale, combinées aux interrogations soulevées par les politiques commerciales et tarifaires, ont rapidement fait grimper le dollar américain sur l'échelle des inquiétudes de nombreux investisseurs. ▲

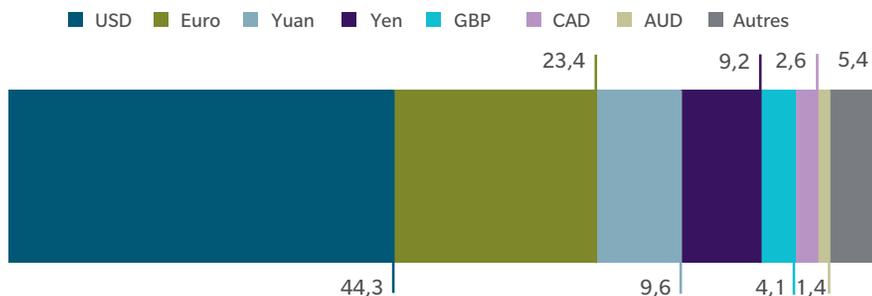
Diversification par rapport au dollar américain

Les difficultés actuelles pourraient perdurer

Dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro et au yen



Obligations mondiales agrégées : pondération des devises (%)



Bien que la faiblesse du dollar américain ait attiré l'attention des investisseurs et des spécialistes de la répartition de l'actif ces derniers mois, plusieurs facteurs y ont discrètement contribué depuis un certain temps. Les cours des devises sont notoirement bruyants en raison des **nombreux facteurs** qui entrent en ligne de compte à chaque instant, comme l'inflation et les écarts de taux d'intérêt, les niveaux d'endettement et les flux de capitaux. Toutefois, la récente faiblesse du billet vert semble principalement liée aux préoccupations entourant le déficit budgétaire et les niveaux d'endettement américains, la réduction des déficits commerciaux et l'imprévisibilité accrue des États-Unis en tant que partenaire commercial. L'administration Trump est déterminée à diminuer le déficit commercial à travers sa **politique douanière**, mais elle pourrait, ce faisant, affaiblir encore le dollar. Les dollars qui sont dépensés pour importer des biens reviennent aux États-Unis par le biais d'opérations telles que les achats de titres de créance du gouvernement américain, d'actions et de biens immobiliers. Environ **21 %** de tous les titres américains en circulation sont détenus par des entités et des investisseurs non américains. Si on envoie moins de dollars hors des États-Unis pour acheter des biens, il y aura moins de dollars à recycler dans les actifs financiers américains. Ce constat plaide en faveur d'une diversification mondiale sur différents types d'actifs et incite à délaisser le dollar.

Certes, nous ne voyons pas les États-Unis renoncer de sitôt au rôle de **monnaie de réserve mondiale** du billet vert, et pour de nombreuses raisons, la plus importante étant l'absence de solutions de rechange viables. Mais les investisseurs ont plusieurs motifs valables pour envisager une diversification par rapport au dollar américain. À l'instar de la diversification des catégories d'actif et des styles de placement, la diversification des devises peut procurer des avantages sur le plan du risque et du rendement pour les portefeuilles.

Même si les **actions mondiales hors États-Unis** ont capté l'essentiel de l'attention jusqu'à présent, en raison de leur solide rendement relatif et de leurs évaluations plus faibles que les titres américains, il nous semble qu'une autre catégorie d'actif présente aujourd'hui de beaux atouts : celle des **obligations mondiales agrégées**. S'il existe plusieurs raisons fondamentales d'envisager une répartition stratégique de l'actif, les récents événements confèrent un attrait supplémentaire à la nature opportuniste de ces stratégies. Outre la diversification géographique, elles peuvent offrir une exposition à plusieurs catégories de titres à revenu fixe et monnaies, y compris des titres des marchés émergents libellés en dollars américains et en monnaies locales, tout en conservant la cote de crédit des titres de créance de qualité supérieure. Au-delà des avantages de diversification, les gestionnaires de titres mondiaux agrégés ont plus de liberté en ce qui concerne la création de valeur et la gestion du risque en jouant avec plusieurs courbes de taux, conditions de crédit et devises, tant dans une perspective stratégique qu'opportuniste. ▲

Source : Bloomberg. En haut à gauche : données quotidiennes du 1^{er} janvier 2025 au 27 juin 2025. En bas à gauche : au 27 juin 2025. Obligations mondiales agrégées = indice Bloomberg Barclays Global Aggregate.

Attention à l'indice de référence

Réflexions sur la reconstitution des indices Russell

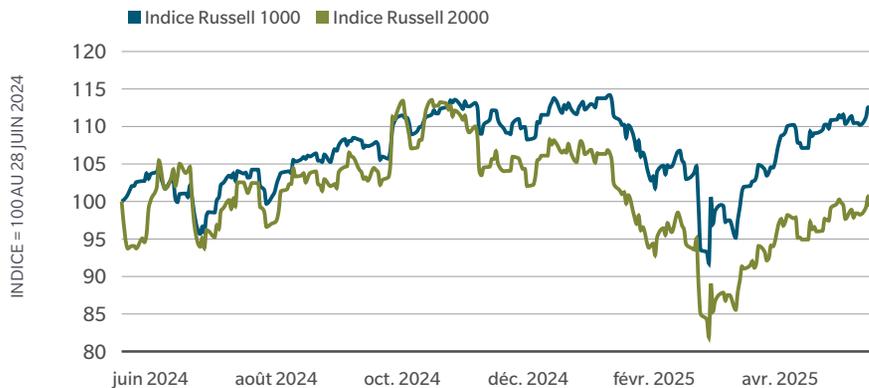
Mesures des indices de style Russell

ÉVALUATION	DONNÉES FONDAMENTALES (MOYENNE SUR 5 ANS)
DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	CROISSANCE DU DIVIDENDE
RENDEMENT EN DIVIDENDES	CROISSANCE DU BPA
RATIO BÉNÉFICES/COURS	RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES

Nouvelles attributions de style de sociétés de croissance auparavant à 100 %

SOCIÉTÉ	RUSSELL 1000 ^{MD} (CROISSANCE)	RUSSELL 1000 ^{MD} (VALEUR)
ALPHABET	82 %	18 %
META	73 %	27 %
AMAZON	65 %	35 %

Capitalisation boursière



Le choix d'un indice de référence est un exercice essentiel pour les spécialistes de la répartition de l'actif, tant au niveau de la stratégie que du portefeuille total. Le CFA Institute énonce huit critères à prendre en considération dans la sélection de l'indice de référence : **il doit être précisé à l'avance, pertinent, mesurable, sans ambiguïté, représentatif des possibilités de placement actuelles, responsable, reproductible et complet.** Compte tenu de ces critères, la plupart des indices de référence sont dynamiques, avec des pondérations et une composition qui évoluent au fil du temps. La reconstitution des indices Russell en juin 2025 a attiré l'attention de nombreux investisseurs en raison de la taille et de l'importance des actions concernées, en particulier en ce qui concerne l'inclusion de plusieurs titres des sept magnifiques dans l'indice de valeur Russell 1000^{MD}. Nous nous pencherons d'abord sur les indices de style, puis sur les indices de capitalisation boursière.

Indices de style Les tableaux ci-contre décrivent les caractéristiques utilisées dans la méthodologie annuelle (qui deviendra semestrielle en 2026) d'attribution des indices de style Russell. Bien que certaines sociétés présentent des caractéristiques qui les placent directement du côté de la croissance ou de la valeur, en moyenne, environ **30 %** ont une représentation variable dans les indices de croissance et de valeur Russell. Une action qui affiche un score de 60 % pour la croissance et de 40 % pour la valeur se verrait attribuer 60 % de sa pondération à l'indice de croissance et 40 % à l'indice de valeur. De plus, il n'est pas rare que les titres passent d'un indice à l'autre au gré des changements du marché et de l'évolution des entreprises. Par exemple, à mesure qu'une société gagne en maturité et que son taux de croissance ralentit, la croissance du BPA peut marquer le pas et les versements de dividendes peuvent augmenter, ce qui rapproche la société de la définition du style de valeur de Russell, toutes choses étant égales par ailleurs. Pourquoi est-ce important? En particulier, trois actions des **sept magnifiques** passent d'une attribution de 100 % à la croissance à une combinaison de croissance et de valeur, ce qui accroît considérablement la pondération globale des technologies dans l'indice de valeur Russell 1000^{MD}. Après le changement, Alphabet, Meta et Amazon représenteront environ 5,5 % de l'indice de valeur Russell 1000^{MD}.

Indices de capitalisation boursière Russell a maintenu le point de rupture entre l'indice de titres à grande capitalisation Russell 1000^{MD} et l'indice à petite capitalisation Russell 2000^{MD} à 4,6 G\$, avec certaines tranches, même si la capitalisation boursière de l'indice global Russell 3000^{MD} a augmenté de plus de 10 % par rapport à la reconstitution précédente. Un examen plus approfondi révèle la raison de ce maintien du point de rupture : toute la croissance de l'indice pris dans son ensemble provenait des plus grandes sociétés, la capitalisation boursière de l'indice **Russell 2000^{MD} diminuant** légèrement par rapport à l'an dernier, signe de la sous-performance persistante des sociétés à petite capitalisation.

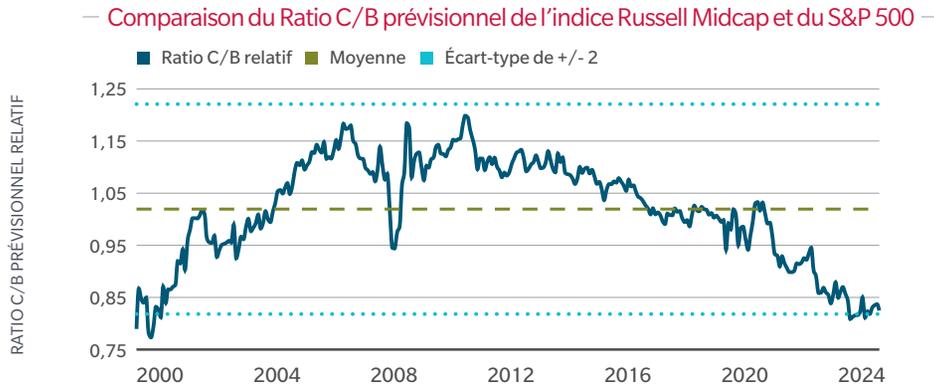
Si nous reconnaissons que les indices de référence sont d'importants outils de surveillance et d'analyse des portefeuilles, nous ne croyons pas que l'inclusion d'une société dans un indice ou son exclusion soit à elle seule un motif raisonnable de placement. Il ne fait aucun doute que de nombreux gestionnaires actifs partagent cette idée. Par conséquent, les investisseurs pourraient voir leurs gestionnaires s'écarter de l'indice de référence en ne suivant pas strictement son évolution. Il est important que les spécialistes de la répartition de l'actif reconnaissent ces changements, car ils pourraient avoir une incidence sur les mesures utilisées pour la surveillance des portefeuilles, notamment l'erreur de réplcation et l'exposition active aux actions et aux secteurs, pour n'en citer que quelques-unes.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur ces changements et d'autres modifications apportées aux indices Russell, veuillez consulter leur site Web. ▲

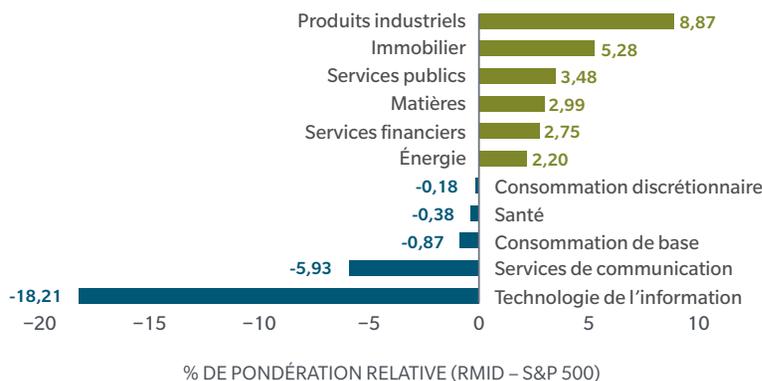
Source : Tableaux en haut à gauche – FTSE Russell au 30 juin 2025. En bas à gauche : Bloomberg. Données quotidiennes du 28 juin 2024 au 27 juin 2025.

Place possible des actions à moyenne capitalisation dans la répartition de l'actif

Cours relativement bon marché, occasions diversifiées et présence intérieure accrue



— Pondérations sectorielles de l'indice Russell Midcap et du S&P 500 —



Les actions américaines à moyenne capitalisation ont été éclipsées par leurs homologues à grande capitalisation au cours de la dernière décennie en raison de la domination des grandes sociétés technologiques sur les marchés. Pourtant, **sur un temps plus long**, la situation apparaît très différente, puisque les sociétés à moyenne capitalisation ayant surpassé les sociétés à grande capitalisation de plus de **500 %** de façon cumulative depuis 1990¹. Nous pensons que les moyennes capitalisations comme les petites capitalisations jouent un rôle important dans la répartition de l'actif en offrant la possibilité d'un rendement relatif solide, de profils de risque uniques et d'un large éventail d'occasions. Dans le contexte macroéconomique et boursier actuel, marqué par la baisse des taux d'intérêt, l'évolution des échanges commerciaux à l'échelle mondiale et une possible déréglementation, nous croyons que les sociétés à moyenne capitalisation sont bien placées, en particulier lorsqu'elles sont combinées aux caractéristiques actuelles des sociétés à grande capitalisation.

Premièrement, les actions à moyenne capitalisation se négocient à deux écarts-types **en dessous de leur valeur moyenne par rapport aux titres à grande capitalisation**, si la mesure porte sur les 25 dernières années. Elles se négocient souvent avec une surcote en raison de leur taux de croissance plus élevé, comme nous l'avons vu de 2004 à 2018. Après 2018, les sept magnifiques ont pris de l'ampleur et les marchés se sont de plus en plus concentrés, la croissance des bénéfices et l'expansion des ratios stimulant le rendement.

Deuxièmement, du point de vue de la composition, les sociétés à moyenne capitalisation ont une pondération beaucoup plus importante dans les **secteurs axés sur la valeur** que les sociétés à grande capitalisation, qui sont fortement exposées aux secteurs axés sur la croissance, en particulier les technologies. Cette composition rend les sociétés à moyenne capitalisation moins sensibles au rendement des actions technologiques, et l'orientation sur la valeur offre un potentiel de flux de trésorerie plus prévisibles et de paramètres fondamentaux plus stables en période de volatilité accrue des marchés.

Troisièmement, les actions à moyenne capitalisation prises en tant que catégorie d'actif sont beaucoup plus **diversifiées** : les dix principales actions ne représentant que 6 % de l'indice Russell Midcap^{MD}, contre 38 % dans l'indice S&P 500². Même si les plus grandes sociétés technologiques ont enregistré une forte croissance des bénéfices au cours de la dernière décennie, leurs prévisions en la matière devraient présenter des taux plus faibles à l'avenir.

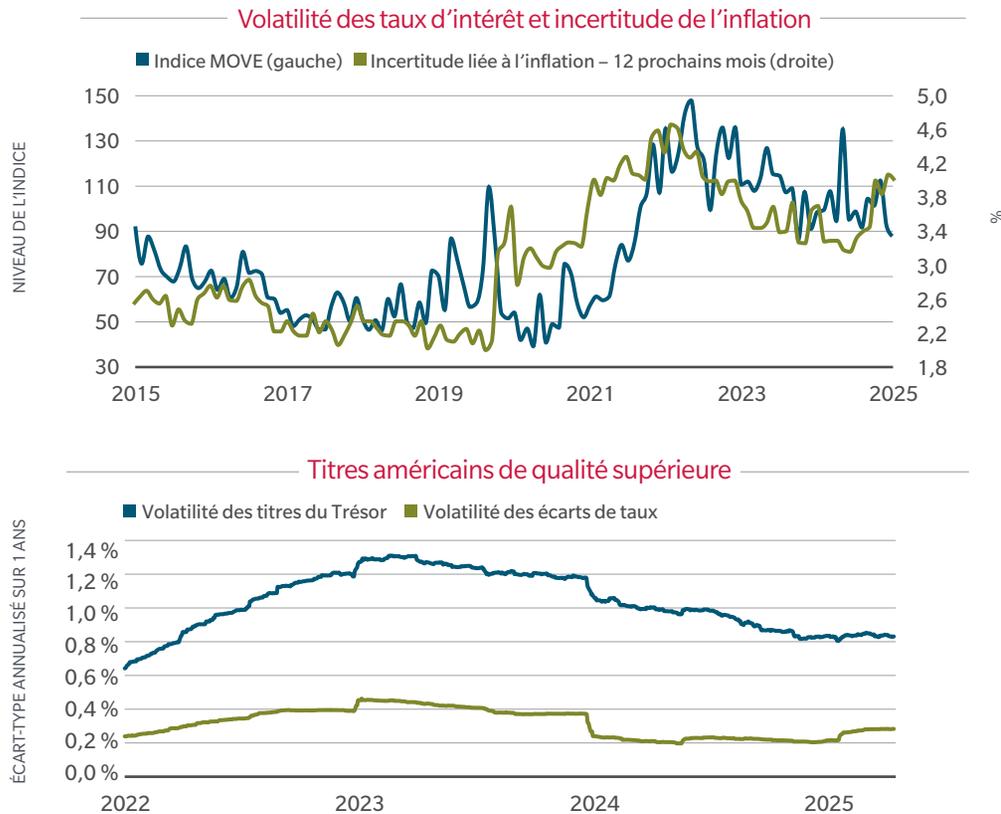
Enfin, les sociétés à moyenne capitalisation ont une **présence nationale** plus élevée, car la politique industrielle américaine réoriente les flux commerciaux et les activités vers les États-Unis. La récente adoption du projet de loi « One Big Beautiful Bill » profite aux sociétés à moyenne capitalisation, dont la présence sur le territoire national est généralement plus élevée. La nouvelle loi autorise la comptabilisation immédiate en charges des dépenses de recherche et développement et d'amélioration des sites de production, alors que la législation actuelle exige qu'elles soient amorties sur plusieurs années. De plus, l'orientation principalement nationale des sociétés à moyenne capitalisation les rend moins vulnérables aux répercussions des droits de douane.

Dans l'ensemble, les actions à moyenne capitalisation offrent un équilibre entre grandes et petites capitalisations et présentent ainsi un potentiel de croissance élevé grâce à des activités mieux établies et un meilleur accès aux capitaux. Leurs évaluations intéressantes, leurs atouts pour élargir la diversification et leur faible exposition dans les portefeuilles d'actions américaines représentent une bonne occasion d'adopter un **volet exclusivement composé** de sociétés à moyenne capitalisation. ▲

Source : En haut à gauche – FactSet. Données mensuelles du 31 janvier 2000 au 27 juin 2025. Ratio C/B prévisionnel = 12 prochains mois. Ratio C/B prévisionnel relatif = ratio C/B de l'indice Russell Midcap^{MD} divisé par le ratio C/B de l'indice S&P 500. En bas à gauche – FactSet. Au 27 juin 2025. ¹ FactSet. Rendement cumulatif calculé à partir des données mensuelles du 31 décembre 1989 au 30 juin 2025. Actions à moyenne capitalisation = indice Russell Midcap^{MD}, actions à grande capitalisation = indice S&P 500. ² FactSet, au 30 juin 2025.

La volatilité des taux diminue, mais des risques subsistent

Occasions dans les obligations de qualité supérieure, mais la durée est un facteur important



Source : En haut à gauche – Bloomberg et Réserve fédérale de New York. Données mensuelles du 30 juin 2015 au 30 mai 2025 (incertitude liée à l'inflation) et au 27 juin 2025 (indice MOVE). En bas à gauche – Bloomberg. Données quotidiennes du 17 mars 2022 au 27 juin 2025. Obligations de sociétés américaines de qualité supérieure = indice Bloomberg US Aggregate Corporate. Écart = écart rajusté en fonction des options. Obligation du Trésor = rendement le plus défavorable des obligations de qualité supérieure américaines moins écart rajusté en fonction des options de ces mêmes obligations. La volatilité est calculée en fonction de la variation quotidienne en % des taux de rendement des obligations du Trésor (pour la volatilité des obligations du Trésor) et de l'écart rajusté en fonction des options (pour la volatilité des écarts) sur une période mobile de 252 jours, et annualisée.

¹ Source : FactSet. Données quotidiennes du 31 décembre 2021 au 31 décembre 2022. Obligations de sociétés américaines = indice Bloomberg US Aggregate Corporate.

Le choc d'inflation de 2021 et 2022 a déclenché une forte hausse des **taux d'intérêt**, faisant bondir la volatilité des taux d'intérêt à court terme à des niveaux inégalés au cours de la dernière décennie et déclenchant un repli de plus de 15 % des obligations¹. Si la volatilité des taux a atteint un sommet en 2022, elle reste supérieure à la moyenne sur 10 ans en raison de l'incertitude persistante à l'égard de l'inflation, récemment exacerbée par la politique douanière américaine. Même si l'inflation s'est considérablement atténuée par rapport à ses sommets de 2022 grâce à la normalisation des chaînes d'approvisionnement, l'inflation des **services** a maintenu les prix globaux obstinément au-dessus de la cible de la Réserve fédérale américaine. Après 2022, la normalisation des taux et la **révision des évaluations** ont accru l'attrait des obligations dans l'ensemble du spectre des titres à revenu fixe. Les obligations du Trésor ont finalement offert des rendements importants, tandis que les écarts de taux se sont resserrés tant du côté des obligations de qualité supérieure que des titres à rendement élevé. Comment les spécialistes de la répartition de l'actif devraient-ils envisager le contexte actuel de volatilité des taux?

Un examen plus approfondi de la volatilité des obligations de qualité supérieure après 2022 révèle qu'elle est principalement attribuable aux fluctuations des taux des obligations du Trésor, quand les **écarts de taux** reflètent une volatilité absolue plus modeste. Bien que la possibilité d'un regain de volatilité des taux soit un risque extrême, l'attentisme de la Fed, la solidité des bilans des sociétés et une forte demande de la part des investisseurs pourraient se traduire par une plus grande stabilité des prix des titres de créance qualité supérieure. Fait important, même si la baisse de la volatilité des taux est habituellement positive pour les titres de créance de qualité supérieure, l'incertitude accrue concernant la possibilité d'une inflation alimentée par les droits de douane laisse entrevoir une certaine **prudence** sur le segment à long terme de la courbe. Certes, les titres à revenu fixe à long terme peuvent prospérer dans un contexte de chute et de faiblesse prolongée des taux, les risques de hausse des droits de douane et de modification des relations commerciales mondiales pourraient faire augmenter les taux d'inflation globaux et renforcer leur volatilité. Les préoccupations à l'égard des **déficits** et des **niveaux d'endettement aux États-Unis** peuvent également peser sur la portion à long terme de la courbe, car les vigiles du marché obligataire remettent en question la soutenabilité de ces déficits et niveaux d'endettement. Voici les facteurs à prendre en considération pour les investisseurs qui orientent leur portefeuille vers le crédit :

- **Les obligations de grande qualité**, notamment les obligations de qualité supérieure, qui offrent des taux de rendement attractifs et de solides paramètres fondamentaux, mais une approche prudente à l'égard des échéances longues, plus sensibles aux taux d'intérêt.
- **Les stratégies moins exposées aux risques liés au commerce et à la croissance**, comme les titres adossés à des actifs (TAA) et les titres adossés à des créances hypothécaires (TACH) d'organismes gouvernementaux, dont le rendement est lié, respectivement, aux dépenses de consommation intérieure et à l'immobilier national, offrent une diversification et des avantages défensifs. Les TAC et les TACH à durée plus courte, en particulier, atténuent l'exposition à la volatilité des taux d'intérêt et au risque de crédit. ▲

Rendements de l'indice

Au 30 juin 2025

INDICE DE RÉFÉRENCE	10 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN	Cumul annuel	3 MOIS
ACTIONS						
Indice S&P 500	13,65 %	16,64 %	19,71 %	15,16 %	6,20 %	10,94 %
Russell 1000 ^{MD} (Croissance)	17,01 %	18,15 %	25,76 %	17,22 %	6,09 %	17,84 %
Russell 1000 ^{MD} (Valeur)	9,19 %	13,93 %	12,76 %	13,70 %	6,00 %	3,79 %
Russell 2000 ^{MD}	7,12 %	10,04 %	10,00 %	7,68 %	-1,79 %	8,50 %
MSCI EAEO	6,51 %	11,16 %	15,97 %	17,73 %	19,45 %	11,78 %
MSCI Marchés émergents	4,81 %	6,81 %	9,70 %	15,29 %	15,27 %	11,99 %
MSCI Monde tous pays	9,99 %	13,65 %	17,35 %	16,17 %	10,05 %	11,53 %
TITRES À REVENU FIXE						
Bloomberg US TIPS	2,67 %	1,61 %	2,34 %	5,84 %	4,67 %	0,48 %
Bloomberg US Aggregate	1,76 %	-0,73 %	2,55 %	6,08 %	4,02 %	1,21 %
Bloomberg Global Aggregate	2,33 %	0,26 %	3,60 %	6,15 %	2,81 %	1,61 %
LIQUIDITÉS						
Liquidités	2,01 %	2,88 %	4,75 %	4,88 %	2,21 %	1,09 %

Consultez le site [MFS.com](https://www.mfs.com) pour obtenir des renseignements à jour

Source : FactSet. Données mensuelles pour la période se terminant le 30 juin 2025. Les rendements sont en dollars américains. Les rendements boursiers sont bruts pour l'indice S&P 500 et nets pour les indices non américains. Les rendements des titres à revenu fixe sont bruts et couverts en dollars américains. Liquidités = indice des bons du Trésor à 3 mois FTSE. Le rendement passé n'est pas garant du rendement futur. Il est impossible d'investir directement dans un indice.

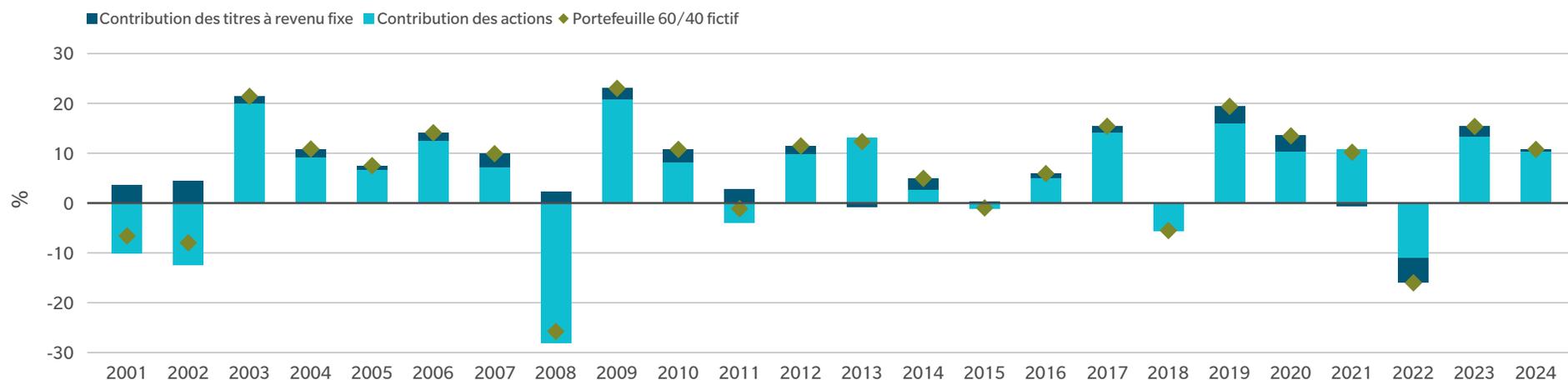
Les liquidités sont fondées sur les rendements de l'indice des bons du Trésor à 3 mois FTSE.

Le rendement historique de chaque indice mentionné est présenté dans le but d'illustrer les tendances du marché; il n'indique pas le rendement des produits de placement de MFS^{MD}. Il est impossible d'investir directement dans un indice. Le rendement de l'indice ne tient pas compte des frais ni des charges liés aux comptes. Le rendement passé n'est pas garant du rendement futur. Avant de faire une recommandation de placement, vous devriez tenir compte des besoins financiers, des objectifs et de la tolérance au risque de votre client.

Statistiques du portefeuille de référence

Rendement, risque et contributions au rendement

Rendements par année civile d'un portefeuille 60/40



Statistiques des portefeuilles fictifs pour diverses répartitions de l'actif

	PONDÉRATION DES ACTIONS MONDIALES (%)	PONDÉRATION DES OBLIG. AMÉR. AGRÉG. (%)	RENDEMENT SUR 10 ANS	CONTRIBUTION DES ACTIONS SUR 10 ANS	CONTRIBUTION DES TITRES À REVENU FIXE SUR 10 ANS	VOLATILITÉ	RATIO DE SHARPE
PLUS DE TITRES À REVENU FIXE ↑	0 %	100 %	1,76 %	0,00 %	1,76 %	5,03 %	-0,05
	20 %	80 %	3,51 %	2,06 %	1,45 %	5,93 %	0,25
	40 %	60 %	5,21 %	4,13 %	1,09 %	7,73 %	0,42
	60 %	40 %	6,87 %	6,14 %	0,72 %	9,96 %	0,49
	80 %	20 %	8,46 %	8,10 %	0,36 %	12,38 %	0,52
PLUS D'ACTIONS ↓	100 %	0 %	9,99 %	9,99 %	0,00 %	14,91 %	0,54

Source : FactSet. Le portefeuille 60/40 est composé à 60 % de l'indice MSCI Monde tous pays (actions) et à 40 % de l'indice Bloomberg US Aggregate (titres à revenu fixe). Les rendements sont nets pour l'indice MSCI Monde tous pays et bruts pour l'indice Bloomberg US Aggregate, et en \$ US. Les rendements sont rééquilibrés mensuellement. Graphique du haut - Données annuelles du 31 décembre 2001 au 31 décembre 2024. Graphique du bas - Données mensuelles pour la période se terminant le 30 juin 2025. Le rendement passé n'est pas garant du rendement futur. Il est impossible d'investir directement dans un indice.

Les rendements des portefeuilles fictifs présentés sont réservés aux fins illustratives, ne représentent pas les négociations actuelles ou les incidences des facteurs économiques et liés aux marchés, et sont fondés sur une analyse effectuée avec l'avantage du recul.

Divulgations

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles du Groupe des stratégies et analyses de MFS au sein de l'unité de distribution de MFS et peuvent différer de celles des gestionnaires de portefeuille ainsi que des analystes de recherche de MFS. Ces opinions peuvent changer sans préavis et ne doivent pas être interprétées comme des conseils de placement, des recommandations de titres ou une indication d'intention de placement du conseiller au nom de MFS.

MFS ne fournit aucun conseil juridique, fiscal ou comptable. Les particuliers ne doivent pas utiliser les renseignements fournis dans le présent document, et ne doivent pas s'y fier, sans consulter d'abord leur fiscaliste ou leur conseiller juridique au sujet de leur situation particulière. Les déclarations contenues dans la présente communication (y compris les pièces jointes) concernant des questions fiscales américaines n'ont pas été rédigées dans le but d'être utilisées et ne doivent pas être utilisées pour éviter des pénalités en vertu de l'Internal Revenue Code. La présente communication a été rédigée pour assurer la promotion ou le marketing des opérations ou des questions qu'elle aborde.

Standard & Poor's^{MD} et S&P^{MD} sont des marques déposées de Standard & Poor's Financial Services LLC (« S&P ») et Dow Jones est une marque déposée de Dow Jones Trademark Holdings LLC (« Dow Jones »). Les marques déposées ont été accordées sous licence aux fins d'utilisation par S&P Dow Jones Indices LLC et ont fait l'objet d'une sous-licence à certaines fins en faveur de Massachusetts Financial Services Company (« MFS »). L'indice S&P 500^{MD} est un produit de S&P Dow Jones Indices LLC utilisé sous licence par MFS. S&P Dow Jones Indices LLC, Dow Jones, S&P et leurs sociétés affiliées respectives ne parrainent pas les produits de MFS, pas plus qu'elles ne les appuient, n'en vendent les parts ou n'en font la promotion. Elles ne font en outre aucune déclaration quant à l'opportunité d'effectuer un placement dans ces produits.

Frank Russell Company (« Russell ») est la source et le titulaire des données des indices Russell contenues ou reflétées dans le présent document, ainsi que des marques de commerce, des marques de service et des droits d'auteur relatifs aux indices Russell.

Russell^{MD} est une marque de commerce de Frank Russell Company. Russell et ses concédants déclinent toute responsabilité quant aux erreurs ou omissions éventuelles dans les indices ou notations de Russell ou les données sous-jacentes. Aucune partie ne doit se fier indûment aux indices ou notations de Russell ou aux données sous-jacentes contenus dans la présente communication. Il est interdit de transmettre à quiconque les données de Russell sans avoir préalablement obtenu le consentement exprès par écrit de Russell.

Russell n'appuie pas le contenu de la présente communication, ne l'endosse pas et n'en fait pas la promotion.

BLOOMBERG^{MD} est une marque de commerce et de service de Bloomberg Finance L.P. et de ses sociétés affiliées (collectivement « Bloomberg »). Bloomberg ou les concédants de licence de Bloomberg détiennent tous les droits patrimoniaux des indices Bloomberg. Bloomberg n'approuve ni n'endosse ce document, n'offre de garantie quant à l'exactitude ou l'exhaustivité des renseignements qu'il contient ou n'offre de garantie, expresse ou implicite, relativement aux résultats pouvant être obtenus par suite de leur utilisation et, dans toute la mesure où cela est permis par la loi, ne saurait être tenue responsable des préjudices ou dommages pouvant en découler.

MSCI ne donne aucune garantie ni ne fait aucune déclaration, explicite ou implicite, et ne peut être tenue responsable quant aux données présentées dans le présent document. Il est interdit de diffuser les données de MSCI ou de les utiliser comme base pour d'autres indices, valeurs mobilières ou produits financiers. MSCI n'a pas approuvé, revu ou produit le présent document.

Source : FTSE International Limited (« FTSE ») © FTSE, 2022. « FTSE[®] » est une marque de commerce des sociétés membres du London Stock Exchange Group et est utilisée par FTSE International Limited sous licence. Tous les droits dans les indices ou les notations de FTSE sont dévolus à FTSE ou à ses concédants de licence. FTSE et ses concédants de licence déclinent toute responsabilité quant aux erreurs ou omissions dans les indices ou les notations de FTSE ou les données sous-jacentes, et aucune partie ne peut se fier aux indices ou aux notations de FTSE ou aux données sous-jacentes de la présente communication. Aucune autre diffusion des données de FTSE n'est autorisée sans l'accord écrit de FTSE. FTSE n'appuie pas le contenu de la présente communication, ne l'endosse pas et n'en fait pas la promotion.

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles du Groupe des stratégies et analyses de MFS au sein de l'unité de distribution de MFS et peuvent différer de celles des gestionnaires de portefeuille ainsi que des analystes de recherche de MFS. Ces opinions peuvent changer sans préavis et ne doivent pas être interprétées comme des conseils de placement, des recommandations de titres ou une indication d'intention de placement au nom de MFS. Les prévisions ne sont pas garanties.

RENSEIGNEMENTS MONDIAUX

Sauf indication contraire, les logos ainsi que les noms des produits et services sont des marques de commerce de MFS^{MD} et de ses sociétés affiliées, qui peuvent être déposées dans certains pays.

Distribué par :

États-Unis – MFS Institutional Advisors, Inc. (« MFSI »), MFS Investment Management et MFS Fund Distributors, Inc., membre de la SIPC; Amérique latine – MFS International Ltd; **Canada** – MFS Gestion de Placements Canada Limitée. **Note à l'intention des lecteurs du Royaume-Uni et de la Suisse** : Publié au Royaume-Uni et en Suisse par MFS International (UK) Limited (« MIL UK »), une société privée à responsabilité limitée inscrite en Angleterre et au pays de Galles sous le numéro 03062718, dont les activités de placement sont autorisées et réglementées par la UK Financial Conduct Authority. Le siège social de MIL UK, filiale indirecte de MFS^{MD}, se trouve au One Carter Lane, Londres (EC4V 5ER); **Note à l'intention des lecteurs européens (hors Royaume-Uni et Suisse)** : Publié en Europe par MFS Investment Management (Lux) s. à r. l. (MFS Lux), une entreprise autorisée en vertu des lois du Luxembourg en tant que société de gestion pour les fonds domiciliés au Luxembourg, qui offre des produits et des services de placement aux investisseurs institutionnels. Le siège social de cette société à responsabilité limitée se situe au 4, rue Albert Borschette, Luxembourg L-1246. Tél. : 352 2826 12800. Le présent document est réservé aux investisseurs professionnels (dans la mesure où les organismes de réglementation locaux le permettent). On ne doit pas s'y fier et il ne doit pas être distribué si cela contrevient à la réglementation locale; **Singapour** – MFS International Singapore Pte. Ltd. (CRN 201228809M); **Australie/Nouvelle-Zélande** – MFS International Australia Pty Ltd (« MFS Australia ») (ABN 68 607 579 537) détient le permis numéro 485343 pour la prestation de services financiers en Australie. MFS Australia est régie par l'Australian Securities and Investments Commission; **Hong Kong** – MFS International (Hong Kong) Limited (« MIL HK »), entreprise privée à responsabilité limitée inscrite auprès de la Hong Kong Securities and Futures Commission (« SFC ») et réglementée par celle-ci. MIL HK est autorisée à exercer des activités réglementées de négociation de titres et de gestion d'actifs, et peut fournir certains services de placement à des « investisseurs professionnels » au sens de la *Securities and Futures Ordinance* (« SFO »); **pour les investisseurs professionnels en Chine** – MFS Financial Management Consulting (Shanghai) Co., Ltd. 2801-12, 28th Floor, 100 Century Avenue, Shanghai World Financial Center, Shanghai Pilot Free Trade Zone, 200120, Chine, une entreprise chinoise à responsabilité limitée réglementée pour fournir des services-conseils en gestion financière; **Japon** – MFS Investment Management K.K. est inscrite à titre d'opérateur d'instruments financiers, Kanto Local Finance Bureau (FIBO) No. 312, membre de l'Investment Trust Association du Japon et de la Japan Investment Advisers Association. Comme les frais assumés par les investisseurs varient selon les circonstances (produits, services, période de placement, conditions du marché, etc.), le montant total et les méthodes de calcul ne peuvent être indiqués à l'avance. Tous les placements comportent des risques, y compris les fluctuations de marché, et les investisseurs peuvent perdre le capital investi. Avant de faire des placements, les investisseurs devraient obtenir et lire attentivement le prospectus et les documents indiqués dans l'article 37-3 de la *Financial Instruments and Exchange Act*. **Pour les lecteurs en Arabie Saoudite, au Koweït, à Oman et aux Émirats arabes unis (à l'exclusion du centre financier international de Dubaï et du centre financier international d'Abou Dhabi). Au Qatar, réservé aux investisseurs avertis et aux particuliers fortunés. À Bahreïn, pour les investisseurs institutionnels seulement** : Les renseignements contenus dans le présent document sont strictement destinés aux investisseurs professionnels. Les renseignements contenus dans le présent document ne constituent pas et ne doivent pas être interprétés comme une offre, une invitation ou une proposition de faire une offre ou une recommandation de demander un produit, un service ou une stratégie de nature financière, ou un avis ou des conseils à cet égard. Même si nous avons pris grand soin de nous assurer que les renseignements contenus dans le présent document sont exacts, aucune responsabilité ne peut être assumée à l'égard de toute erreur ou omission ou de toute mesure prise sur la foi de ces renseignements. Vous ne pouvez reproduire, diffuser et utiliser le présent document (ou une partie de celui-ci) qu'avec le consentement de MFS International U.K. Ltd (« MIL UK »). Les renseignements contenus dans le présent document ne servent qu'à des fins d'information. Ils ne sont pas destinés au public et ne doivent pas être diffusés au public ni utilisés par celui-ci. Les renseignements contenus dans le présent document peuvent contenir des énoncés qui ne sont pas de nature purement historique, mais qui sont des énoncés prospectifs. Ceux-ci comprennent, entre autres, des projections, des prévisions ou des estimations de revenu. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur des hypothèses, dont certaines sont décrites dans d'autres documents pertinents. Si vous ne comprenez pas le contenu du présent document, vous devriez consulter un conseiller financier autorisé. Veuillez noter que tous les documents envoyés par l'émetteur (MIL UK) ont été envoyés par voie électronique à partir de l'étranger. **Afrique du Sud** – Le présent document et les renseignements qu'il contient ne constituent pas une offre publique de titres en Afrique du Sud et, par conséquent, ne doivent pas être interprétés comme tels. Ce document ne doit pas être interprété diffusé au public en Afrique du Sud. Le présent document n'a pas été approuvé par la Financial Sector Conduct Authority et ni MFS International (U.K.) Limited ni ses fonds ne sont enregistrés à des fins de vente au public en Afrique du Sud.